

L'ANARCHISME ESPAGNOL...

Troisième partie: LE CONGRÈS DE CORDOUE - L'INSURRECTION CANTONALE

Au mois de juin 1870, les anarchistes s'étaient donc constitués en «*Fédération Régionale Espagnole de l'Internationale*», et les idées libertaires se répandaient avec succès. Mais déjà, au sein de l'*Internationale*, les dissensions entre Marx et Bakounine s'affirmaient, laissant deviner l'inévitable rupture. En Espagne, les partisans de Marx étaient connus sous le nom de «*autoritarios*» (autoritaires), leur chef de file était José Mesa, et ils publiaient à Madrid, le journal «*La Emancipación*».

En décembre 1871, Paul Lafargue, gendre de Marx, arrive à Madrid où Engels avait travaillé à maintenir des contacts. Aussitôt, Lafargue attaque «*l'Alliance de la Démocratie socialiste*», l'accusant d'agir dans la clandestinité (la conférence de Londres avait condamné les organisations secrètes au sein de l'*Internationale*) et l'oblige à se dissoudre. Pour éviter toute tentative de reconstitution, «*La Emancipación*», organe des marxistes, publie la liste des noms de tous les membres de l'*Alliance*. Les anarchistes répliquent en expulsant les «*autoritarios*» qui forment alors une fédération indépendante à Madrid. Puis, c'est le congrès de La Haye en septembre 1872 et la rupture définitive. La Suisse, l'Espagne et l'Italie soutiennent Bakounine; les délégués de ces trois pays, ratifient les résolutions qu'il propose, à la conférence de Saint-Imier.

LE CONGRÈS DE CORDOUE

Les délégués espagnols à la conférence de Saint-Imier, Gonzalez Morago et Farga Pellicer, réunissent à Cordoue, à leur retour de Suisse, un congrès qui a pour but de réaffirmer les objectifs de l'*Internationale anarchiste*. Le 26 décembre 1872, au théâtre Moratin, sont présents 54 délégués qui représentent 20.000 membres, répartis en 236 fédérations locales et 516 syndicats. «*El Condenado*» du 2 janvier 1873 indique que, peu après le Congrès, la fédération régionale peut revendiquer 45.633 membres, dont 27.894 andalous. Les congressistes prennent des résolutions exigeant l'enseignement obligatoire, la journée de huit heures et l'amélioration des conditions sanitaires dans les usines. Le manifeste publié à l'issue du Congrès approuve les décisions de la conférence de Saint-Imier, et termine par: «*Vive la liquidation sociale - Vive l'Internationale! Salut, solidarité, anarchie et collectivisme!*».

C'est au Congrès de Cordoue, en 1872-73, que naît la première organisation de type exclusivement anarchiste. Les sections locales et professionnelles qui forment la fédération sont déclarées «*souverainement indépendantes*» et libres à tout moment de quitter la fédération. Le conseil fédéral devient un «*bureau de la correspondance et de la statistique*» et ne jouit d'aucune autorité. La cohésion demeure assurée grâce aux liens étroits qui unissent les anciens membres de «*l'Alliance de la démocratie socialiste*».

LA PREMIÈRE RÉPUBLIQUE

Dans les semaines qui suivirent le Congrès de Cordoue, le 11 février 1873, le roi Amédée abandonne le trône d'Espagne et quitte le pays. Le jour suivant cette abdication, la ville de Montilla (province de Cordoue) se soulève en armes. L'insurrection, qui préfigure le soulèvement cantonal, dure 48 heures, pendant lesquelles les anarchistes détruisent les registres de la propriété.

Les divers gouvernements de ce règne bref et agité, présidés par Serrano, Sagasta et Zorrilla, furent incapables de résister à la volonté du peuple. Le jour même du renoncement royal à poursuivre une absurde aventure, le Congrès et le Sénat, réunis en Assemblée Nationale proclament la République par 258 voix contre 32. La présidence du pouvoir exécutif est confiée à Estanislao Figueras qui ne peut affronter les multiples problèmes de la réalité espagnole et préfère fuir en France. Souvenons-nous que le 21 octobre 1868, le *Comité central* (*) de l'*Internationale*, réuni à Genève, avait publié un manifeste appelant le peuple espagnol

(*) Sic! Il semble que bien des libertés soient prises avec les désignations officielles des instances de l'*Association internationale des Travailleurs*! Peut-être s'agit du *Conseil général*? (Note A.M.).

à: «proclamer une république fédérale, seule forme de gouvernement provisoire qui permette de parvenir à une organisation sociale fondée sur la justice, tout en offrant des garanties sérieuses pour la liberté du peuple». Francisco Pi y Margall, chef du parti fédéral, est élu président de la république.

Arrêtons-nous quelque peu sur cet anarchiste catalan, chef d'un parti et qui accepte maintenant la présidence de la république fédérale. Après avoir lu Proudhon, il publie en 1854, «*La reacción y la revolución*», un ouvrage qui fait date dans l'histoire de la pensée espagnole. Il attaque surtout l'injustice du pouvoir: «*Tout homme qui impose ses volontés à un autre est un tyran*», ajoutant que l'ordre véritable ne peut-être obtenu par la force:

«*L'ordre suppose la bonne disposition, l'harmonie, la convergence de toutes les forces sociales et individuelles; l'ordre exclut toute humiliation et tout sacrifice. Peut-on appeler ordre cette paix artificielle que l'on obtient en tranchant par le fer les difficultés qu'un cerveau trop étroit ne permet pas de surmonter?*». Pi y Margall constate que l'Espagne a toujours cru à l'efficacité des remèdes violents, mais lui se refuse à employer des moyens autres que la persuasion: «*Je diviserai et subdiviserai le pouvoir, je le ferai changer et je ne cesserai de le détruire*». Pi y Margall, malgré sa croyance naïve au réformisme, pense sincèrement qu'il peut aider à franchir la première étape sur le long et difficile chemin qui mène à l'anarchisme (1).

Le programme fédéraliste divise l'Espagne en onze cantons autonomes, ces cantons en municipalités libres, l'union de l'ensemble étant scellée par des «*contrats synallagmatiques, commutatifs et bilatéraux*». La législation sociale prévoit la journée de huit heures, l'inspection officielle des usines, et des règlements sur le travail des femmes et des enfants. Le programme agraire annonce la confiscation des terres en friches sur lesquelles s'établiront des communautés paysannes.

L'INSURRECTION CANTONALE

La guerre carliste éclate alors avec violence, et ce plan demeurera à l'état de projet. Les fédéralistes se voient obligés de conserver une armée qu'ils avaient promis de supprimer. La déception des classes laborieuses est grande, entre le 5 et le 13 juillet, de nombreuses villes se soulèvent: Alcoy, Cadix, Séville, Malaga, Grenade, Murcie, Carthagène et Valence se proclament communes autonomes, Cordoue et Jaén échouent dans cette tentative. Les éléments progressistes de la Marine appuient le soulèvement, les frégates «*Numancia*», «*Vitoria*», «*Tetuan*», «*Mendez Nuñez*», «*Almansa*» et «*Ferrolaria*» hissent le drapeau de la révolte, ainsi que les vapeurs «*Fernando-el-católico*» et «*Vigilante*». Le 18 juillet, Nicolas Salmeron succède à Pi y Margall et il confie aux généraux Martinez Campos et Pavia, la mission de réduire les révoltés.

Les troupes cantonalistes sont composées de régiments à effectifs réduits et de milices républicaines, désignées sous le nom de «*Volontaires de la liberté*». La Commune de Paris a influencé fortement ce mouvement. Des *Comités de salut public* remplacent les gouverneurs, les églises sont fermées, les paysans proclament l'indépendance absolue de leurs villages et se partagent les grands domaines.

Quelle est la position de la *Fédération espagnole* durant ces événements? Elle refuse d'apporter son soutien de principe au mouvement fédéraliste, mais ne s'oppose pas à la coopération, à titre personnel, de ses groupes locaux et adhérents. Nous retrouvons alors Salvochea président du *Comité administratif du Canton de Cadix*.

Mais déjà, Martinez Campos réduit l'insurrection à Valence, et les généraux Pavia et Rodriguez de Alburquerque anéantissent le cantonalisme andalou, Salvochea et Pablo Lazo sont condamnés au bagne avec de nombreux anarchistes, et dirigés en mars 1874, sur le pénitencier de Gomera. Quant aux bâtiments révoltés, assiégés dans la rade de Carthagène, par l'armée espagnole et des bâtiments de flottes anglaise et allemande, ils doivent se rendre après une héroïque résistance de six mois. Entre temps, Emilio Castelar avait succédé à Salmeron, mais au matin du 3 janvier 1874, alors que tombe le dernier bastion cantonaliste, le général Pavia, appuyé par l'armée, dissout l'*Assemblée Constituante* et nomme le général Serrano à la présidence du pouvoir exécutif.

La première république espagnole a cessé d'exister.

La bourgeoisie se souviendra longtemps du soulèvement cantonal, et avec un effroi tout particulier pour

(1) «La constitution d'une société sans pouvoir est le but de nos aspirations révolutionnaires; c'est en fonction de cet objectif final que je dois déterminer les réformes nécessaires». F. PY. y MARGALL.

les événements qui se déroulèrent en Alcoy. Alcoy, petite ville, de la province de Valence, comptait en 1873, 8.000 ouvriers employés dans diverses fabriques de papier. Sur les conseils d'un instituteur anarchiste, Albarracin, ils décidèrent la première grève générale qu'ait connu l'Espagne, dans le but d'obtenir la journée de 8 heures. La municipalité intervint, prenant le parti des patrons. La garde civile ouvrit le feu sur les ouvriers donnant le signal d'un combat de rues qui devait durer vingt heures. Les grévistes s'emportèrent finalement, brûlèrent plusieurs usines, tranchèrent la tête du maire et firent le tour de la ville avec leur trophée. Ces événements eurent un retentissement énorme, pour la première fois en Espagne, des ouvriers s'étaient révoltés.

En janvier 1874, le général Serrano décrète l'*Internationale* hors la loi. Commencent alors sept années de vie clandestine, les syndicats de Catalogne sont déclarés illégaux, et c'est l'Andalousie qui, durant de longues années, va préserver l'étincelle de notre idéal.

Guy MALOUVRIER.
